



Florence HARRIS  
Conseillère départementale de la Vienne  
Canton de Poitiers-3

Poitiers, le 12 janvier 2022

**Monsieur Emmanuel Macron**  
**Président de la République française**  
**Palais de l'Élysée**  
**55 rue du Faubourg-Saint-Honoré**  
**75008 Paris**

Monsieur le Président de la République,

Conseillère départementale de la Vienne, je tiens à vous alerter sur la situation dramatique des salarié.e.s de la Fonderie du Poitou Aluminium.

La Fonderie du Poitou Aluminium, ce sont aujourd'hui 320 emplois directs, plusieurs centaines d'emplois indirects, soit autant de familles vivant sous le joug d'une liquidation judiciaire qui signifierait pour elles une permanente angoisse du lendemain : celle de se retrouver dans l'incapacité de rembourser un prêt immobilier, de ne plus pouvoir assurer un avenir à leurs enfants et même de ne plus pouvoir les nourrir à leur faim. **Toutes et tous valent mieux que cela.**

**Ces fonderies incarneraient pour nombre de pays dépourvus d'industries des bijoux nationaux qu'il conviendrait de préserver, « quoi qu'il en coûte ». N'attendons pas d'être dépossédé.e.s de toute notre richesse industrielle, tant de nos outils de production que des savoir-faire des humains qui les maîtrisent, pour réaliser combien ce tissu est nécessaire à la souveraineté économique de la France et de l'Europe.**

**Vous avez émis le souhait de « ré »-industrialiser le pays, il est temps de saisir tous les leviers à votre disposition pour sauvegarder ce qui peut encore l'être.**

Renault, dont l'État est le premier actionnaire, a bien trop longtemps navigué avec le profit à court terme comme seule boussole, en bénéficiant notamment de diverses exonérations d'impôts et cotisations d'entreprises, ainsi que d'aides directes qui ont atteint 8 000 000 000 € sans qu'aucun engagement social ou écologique ne lui soit demandé. Par ces mécanismes, **l'État a subventionné les délocalisations de Renault, dans la plus grande indifférence des gouvernements successifs.** Dans la continuité, l'aveugle confiance des pouvoirs publics en tout détenteur de capital les a poussés à accepter les conditions fixées par les différents repreneurs de la fonderie, là encore, sans contrepartie qui puisse garantir sa pérennité, même à moyen terme.

A l'inverse, la défiance de votre gouvernement à l'égard des travailleurs a atteint son paroxysme lorsqu'ont été balayées d'un revers de la main leurs propositions, pourtant ambitieuses et reconnues comme opérantes pour l'avenir. Cette fois-ci, Monsieur le Président de la République, ne commettez pas les mêmes erreurs et **écoutez celles et ceux qui, plus que personne, ont intérêt à ce que l'entreprise fonctionne**. Mettez les moyens de l'état au service d'un projet industriel qui répond aux besoins. La Fonderie Aluminium bénéficie à la date de rédaction du présent courrier d'un sursis de 14 jours.

**L'urgence vous impose de vous saisir du seul recours restant : celui de la nationalisation.** Je vous exhorte à vous y résoudre et vous demande de faire bon usage de la fin de votre mandat en le consacrant à la sauvegarde des fonderies, et plus largement de nos industries, partout sur notre territoire. Nous savons que Renault a encore besoin de la fonderie du Poitou Aluminium jusqu'en 2025 ; profitons de la période qui reste pour accorder les investissements qui se chiffrent à seulement 20 millions d'euros et qui permettront au site de se diversifier et d'assurer son futur.

Votre gouvernement et vous-même, Monsieur le Président de la République, devez prendre vos responsabilités et mettre votre politique en cohérence avec vos discours.

En attendant votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de mes salutations respectueuses.

